

LA PRESSE EN REVUE...



MARDI 30 JUIN 2015

SOMMAIRE

- 1) Dehors les « prêcheurs de...
- 2) « Elle finira dans le précipice »
- 3) Garde vue pour deux...
- 4) Un jeu limite, limite par...
- 5) Julien Dray fustige Valls



Gérard Diez La Presse en Revue

I) La France a expulsé une dizaine d'imams "prêcheurs de haine" en 2015



Les critiques de l'opposition de droite visent tout particulièrement le travail de Bernard Cazeneuve. [Keystone]

Quarante "imams et prêcheurs de haine" étrangers ont été expulsés de France depuis 2012, une dizaine depuis le début de l'année, a indiqué lundi le ministre français de l'Intérieur Bernard Cazeneuve.

Suite à l'attentat perpétré vendredi par un djihadiste présumé près de Lyon, Bernard Cazeneuve répondait sur la radio Europe 1 aux critiques sur le manque de fermeté du gouvernement.

Depuis l'arrivée au pouvoir de François Hollande en 2012, "nous avons expulsé 40 prêcheurs de haine et imams", a déclaré le ministre. "Dans les années précédente, il n'en avait été expulsé que 15", a-t-il précisé.

Mosquées salafistes visées

Interrogé sur la volonté du gouvernement de fermer la centaine de mosquées salafistes, dont certaines nourriraient le djihadisme, Bernard Cazeneuve a répondu que "s'il y a des associations qui gèrent ces mosquées et dont la totalité des membres poursuivent un objectif d'appel à la haine et d'incitation au terrorisme, ces mosquées seront dissoutes".

Selon lui, 22 dossiers sont actuellement en cours d'expertise. Par ailleurs, a insisté le ministre, "il y a eu des plaintes déposées au pénal à chaque fois qu'il était constaté qu'un individu appelait à la haine dans les mosquées en France".

afp/rens

rts.ch

II) Taubira : «La droite, elle glisse, elle glisse... Elle finira dans le précipice»



Christiane Taubira à Marseillette (Aude), le 28 juin 2015. Crédits photo : REMY GABALDA/AFP

La garde des Sceaux a fustigé, lors d'un déplacement dans l'Aude, les propos de l'ancien chef de l'État qui a comparé les migrants en Méditerranée à une «fuite d'eau».

Ses sorties sont rares et ses piques souvent acerbes. La ministre de la Justice, Christiane Taubira, s'est rendue dimanche à Marseillette (Aude), pour assister à un repas organisé par le député PS de la circonscription et ancien maire de Carcassonne, Jean-Claude Perez. L'occasion pour la garde des Sceaux de prononcer un bref discours devant les quelque 450 personnes présentes.

«Nous, la gauche, nous savons que tout le monde a sa responsabilité», a-t-elle ainsi affirmé au sujet des drames successifs de migrants en Méditerranée, appelant, selon Libération qui a assisté à la soirée, à apporter «enfin des réponses politiques, durables et réalistes». «Personne n'est innocent dans les désordres du monde», a-elle encore estimé, avant d'adresser ses flèches à l'opposition et à Nicolas Sarkozy. «Qu'a-t-il fait? Sinon se vautrer dans des propos ineptes qui nous font honte»

Ainsi Christiane Taubira a-t-elle taclé une «droite à la dérive, à l'image de cet ancien président de la République». «Qu'a-t-il fait? Sinon se vautrer dans des propos ineptes qui nous font honte», a-t-elle attaqué, déplorant la comparaison de Nicolas Sarkozy, il y a deux semaines, entre l'afflux de migrants rejoignant l'Europe et «une grosse fuite d'eau».

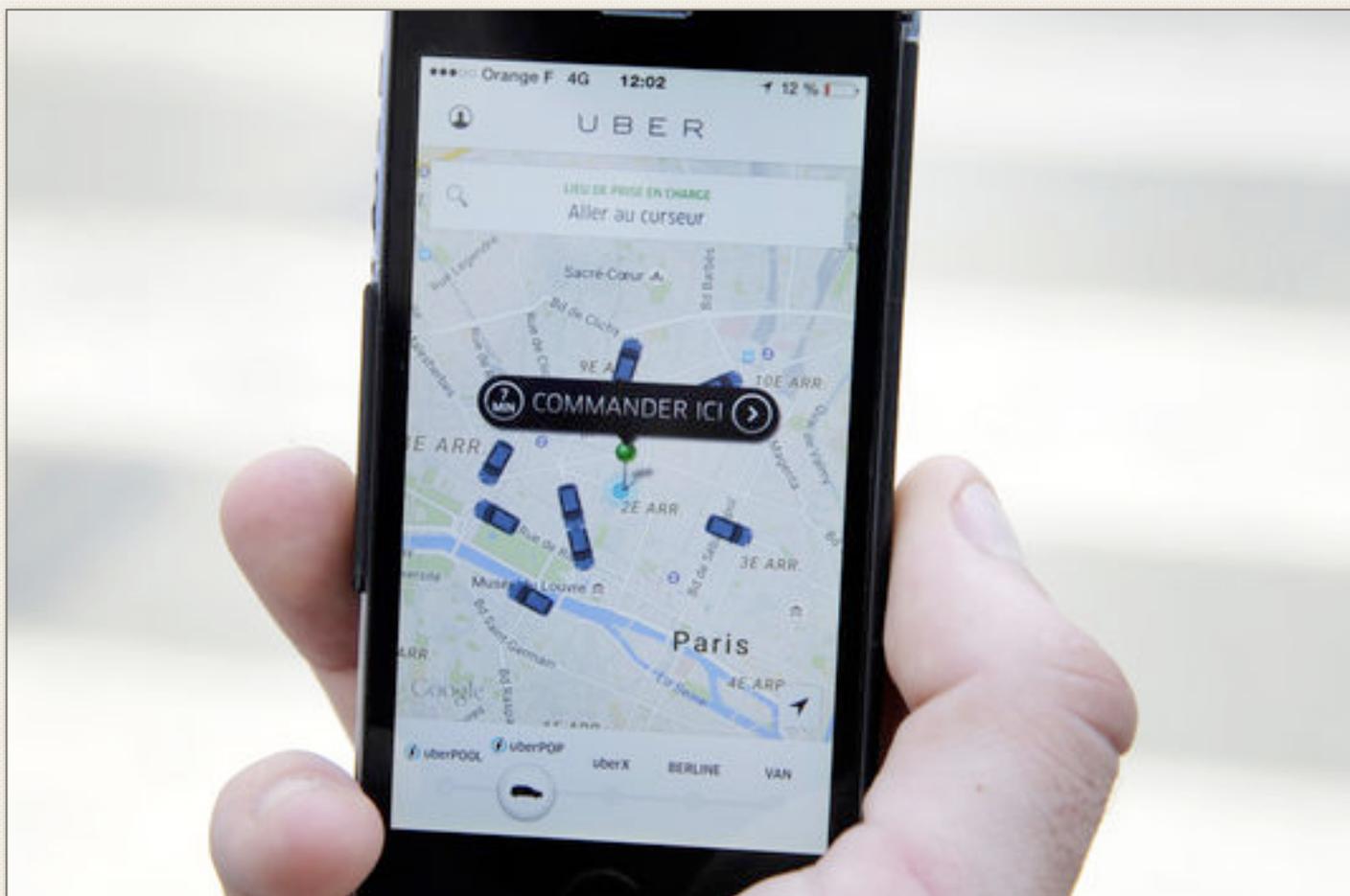
Une violente charge, qui lui a valu, selon le quotidien, des applaudissements nourris de la part de son auditoire. «La droite, elle glisse, elle glisse... Elle finira dans le précipice», a conclu la ministre, qui avait déjà jugé «lamentables» les critiques de l'ancien locataire de l'Élysée à son endroit.

lefigaro.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

III) Deux dirigeants d'Uber en garde à vue en France

Le Monde.fr avec AFP



Une enquête préliminaire ouverte à la fin de 2014 vise ce système de mise en relation de clients avec des particuliers pour les transporter contre rémunération, mais sans s'acquitter de charges sociales. THOMAS OLIVA / AFP

Deux dirigeants d'Uber ont été placés en garde à vue, lundi 29 juin, à Paris, dans le cadre d'une enquête sur l'application mobile UberPop, a-t-on appris de sources policières.

Dans un communiqué, Uber France précise que Pierre-Dimitri Gore-Coty, directeur général d'Uber pour l'Europe de l'Ouest, et Thibaud Simphal, directeur général d'Uber France, ont répondu de plein gré à une convocation de la brigade d'enquêtes sur les fraudes aux technologies de l'information (Befiti) « dans le cadre d'une procédure en cours ».

Enquête ouverte depuis novembre

Ouverte en novembre 2014, cette enquête préliminaire vise un système d'« organisation illégale » de mise en relation de clients avec des particuliers pour les transporter contre rémunération, mais sans s'acquitter de charges sociales.

Le service de taxis amateurs avait déjà fait en mars l'objet de perquisitions, dont une à son siège parisien, dans le cadre de cette même enquête. Lors des perquisitions, de la documentation, des téléphones portables et des ordinateurs avaient été saisis.

L'enquête vise aussi des faits présumés de « conservation illégale de données à caractère personnel au-delà de la durée prévue préalablement à la mise en œuvre du traitement ». Ce volet porte sur la collecte des données des clients et de possibles infractions à la loi informatique et libertés de 1978.

Selon la loi française, la collecte de données personnelles — par exemple dans un fichier client — doit faire l'objet d'une déclaration préalable auprès de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL), ce qu'Uber n'a pas fait. Ce manquement peut théoriquement

être sanctionné de cinq ans de prison et de 300 000 euros d'amende

Uber conteste également depuis plusieurs mois la loi Thévenoud du 1er octobre 2014, qui encadre l'activité des voitures de transport avec chauffeur (VTC). La maison-mère américaine a déposé deux plaintes contre la France auprès de la Commission européenne afin d'obtenir l'annulation de cette loi.

Les taxis parisiens avaient protesté jeudi et vendredi, lors de journées de mobilisation émaillées de violences, contre la concurrence de ces simples particuliers qui transportent des clients dans leur véhicule.

http://www.dailymotion.com/video/x2vco3m_uberpop-la-mobilisation-des-taxis-paralyse-l-aeroport-de-roissy_news

Gestes de fermeté du gouvernement

Jeudi soir, après avoir reçu des représentants des taxis, le ministre de l'intérieur, Bernard Cazeneuve, avait multiplié les gestes de fermeté. « UberPop est un service illégal, il doit être fermé », avait-il asséné, tout en reconnaissant que seule la justice pouvait prononcer une telle fermeture.

Pour donner suite à la déclaration du ministre, tous les comités opérationnels départementaux antifraudes devaient se réunir lundi sous l'autorité des préfets et des procureurs « pour mettre en place toutes les mesures permettant de réprimer l'exercice illégal de la profession de taxi », comme le demande M. Cazeneuve.

Après la garde à vue des deux responsables d'Uber, les représentants des taxis ont réagi favorablement : « On est bien content que l'Etat cherche à savoir si les lois républicaines sont bien appliquées », a déclaré Didier Hogrel, président de la Fédération nationale du taxi (FNDDT), estimant qu'« une action comme celle-là montre la bonne volonté du gouvernement et de la justice ».



Devant le Palais des congrès, jeudi 25 juin, les taxis manifestent.
Kari

lemonde.fr

IV) « Guerre de civilisation » : le jeu dangereux de Manuel Valls

Par Ellen Salvi

Bien décidé à ne rien céder à la droite sur le terrain des valeurs et de l'autorité, Manuel Valls se met à parler comme elle. En employant l'expression « guerre de civilisation », le premier ministre ne s'est pas contenté de se contredire lui-même. Il a aussi franchi une nouvelle étape sémantique dans l'inflexion néoconservatrice de l'exécutif.

L'expression est lâchée. Savamment déconstruite, elle n'en demeure pas moins assumée. « Il faut toujours dire la vérité, être lucide et utiliser les mots qui s'imposent », a expliqué Manuel Valls sur le plateau du "Grand Rendez-Vous" Europe 1-iTélé-Le Monde, dimanche 28 juin, après avoir affirmé : « Nous ne pouvons pas perdre cette guerre parce que c'est au fond une guerre de civilisation. C'est notre société, notre civilisation, nos valeurs que nous défendons. »

En récupérant à son compte les mots employés deux fois par Nicolas Sarkozy, après les attentats de janvier et les événements survenus vendredi 26 juin à Saint-Quentin-Fallavier (Isère), le premier ministre ne s'est pas contenté de se contredire lui-même. Il a aussi franchi une nouvelle étape sémantique dans l'inflexion néoconservatrice de l'exécutif.

Manuel Valls en juin 2015.

http://www.dailymotion.com/video/x2vr3kk_manuel-valls-nous-vivons-sous-une-menace-terroriste-majeure_news

Manuel Valls en janvier 2015.

http://www.dailymotion.com/video/x2vmpw_valls-pas-une-guerre-de-civilisations_news

L'expression a beau détonner dans la bouche d'un haut dirigeant socialiste, elle s'inscrit dans la droite lignée de la politique étrangère menée par François Hollande depuis trois ans. Le président, qui a engagé la France dans deux conflits armés, au Mali et en Centrafrique, et qui était prêt à le faire en Syrie, s'est lui aussi laissé aller à utiliser

la phraséologie morale des néoconservateurs, se disant par exemple prêt à « punir » Bachar al-Assad et à « détruire » les terroristes dans le Sahel.

Pour autant, le chef de l'État se refuse encore à employer l'expression « islamo-fascisme » chérie par Manuel Valls et préfère parler de « guerre contre le terrorisme ». Si la France a « engagé une guerre contre le terrorisme », elle ne mène « pas une guerre contre une religion, pas une guerre contre l'islam », avait-il ainsi déclaré au mois de janvier, en réponse à Nicolas Sarkozy.



Manuel Valls et Nicolas Sarkozy. © Reuters

Directement inspirée du livre de l'Américain Samuel Huntington, *Le Choc des civilisations*, l'expression « guerre de civilisation » était jusqu'alors réservée aux seuls « néocons » pour désigner les nouvelles oppositions « civilisationnelles » qui séparent, selon eux, l'Orient – pour ne pas dire l'islam – de l'Occident. Elle avait notamment été reprise, en septembre 2006, par le président américain George W. Bush pour justifier la guerre en Irak.

C'est désormais Manuel Valls qui la fait sienne, tout en prenant soin de démonter la théorie de Huntington. « Ce n'est pas une guerre entre l'Occident et l'Islam, mais une guerre au nom même des valeurs qui sont les nôtres et que nous partageons au-delà même de l'Europe », a-t-il précisé. Il n'empêche. Six mois après avoir critiqué Nicolas Sarkozy, le premier ministre se met à parler comme lui, ouvrant ainsi un boulevard à la droite, qui n'a pas tardé à moquer ce changement de discours.

Sur Twitter, les élus LR (ex-UMP) s'en sont donné à cœur joie, tout comme l'intellectuel médiatique Michel Onfray. Dans la foulée, le parti de la rue de Vaugirard a publié plusieurs communiqués sur le sujet. « Nous prenons acte de

cette prise de conscience en dépit des postures morales bien vaines et politiciennes qui s'étaient manifestées lorsque Nicolas Sarkozy avait ainsi caractérisé le combat se déroulant désormais sur le sol français », s'est ainsi réjoui le député Éric Ciotti. « Le premier ministre Manuel Valls reconnaît enfin que nous sommes dans une guerre de civilisation. Il était plus que temps que la gauche accepte de mettre des mots justes sur ce que nous dénonçons depuis des mois », a enchaîné le sénateur Alain Joyandet.



À droite, rares sont les élus à ne pas s'être gargarisés de ce retournement de situation. Certains, comme la députée Valérie Pécresse, ont repris Manuel Valls en expliquant que son expression n'était pas « exacte ». « Ce que nous vivons c'est une guerre, c'est une guerre qui est mondiale, c'est une guerre de la barbarie contre la civilisation, a-t-elle indiqué au «Grand Jury» RTL-Le Figaro-LCI. Je ne considère pas que Daech soit une civilisation, je considère que Daech c'est la barbarie. » L'eurodéputée Michèle Alliot-Marie et le député Daniel Fasquelle, également trésorier de LR, sont même allés plus loin, dénonçant une « surenchère » dont leur propre parti n'est pas exempt.

C'est évidemment à gauche que le plus de rames ont été sorties pour justifier les propos du premier ministre. Toute la journée de dimanche, les membres du gouvernement ont donné dans l'explication de texte. « Ce n'est pas une guerre de l'Orient contre l'Occident, d'ailleurs Manuel Valls a parfaitement expliqué ce qu'il voulait dire par ce mot qui a suscité à tort un certain nombre de polémiques », a indiqué Ségolène Royal sur iTélé, bientôt rejointe par Bernard Cazeneuve, qui a insisté sur l'emploi du singulier « civilisation ». « Ce n'est pas une guerre de civilisation au pluriel, c'est une guerre entre la civilisation humaine et la barbarie », a assuré le ministre de l'intérieur sur Europe 1, reprenant mot pour mot Valérie Pécresse.

Si le premier secrétaire du PS Jean-Christophe Cambadélis a lui aussi volé au secours de Manuel Valls, d'autres ont préféré prendre leurs distances avec ce dernier. C'est le cas du vice-président socialiste du conseil régional d'Île-de-France, Julien Dray, pour qui « il y a des raccourcis idéologiques auxquels il faut faire très attention ». « Il n'y a pas de "guerre de civilisation". Je ne partage pas cette vision héritée de George W. Bush », a également tweeté le député "frondeur" Pascal Cherki, suivi sur ce point par... le vice-président du FN, Florian Philippot, qui s'en est expliqué sur France 3 : « Ça, c'est la rhétorique qui a autorisé la guerre en Irak, celle de George Bush, une catastrophe. »

Bien décidé à ne rien céder à la droite sur le terrain des valeurs, le premier ministre se met donc à parler comme elle. De la même façon que l'UMP a opéré, à partir du quinquennat de Nicolas Sarkozy, un glissement sémantique et idéologique vers l'extrême droite, Manuel Valls s'en va braconner sur les terres de l'opposition. Comme il le fait depuis plusieurs mois déjà, le chef de l'exécutif continue à surjouer l'autorité et à réduire la politique à un slogan de communication. Il y a eu « l'intérêt des Français », la « rupture », le « nous prenons nos responsabilités ». Il y a désormais la « guerre de civilisation ». Quant à la ligne idéologique, elle attendra un peu. L'heure est à la stratégie.

mediapart.fr

V) Guerre de civilisation : Julien Dray (PS) fustige «l'amalgame idéologique» de Manuel Valls

Par Marc de Boni



Julien Dray, conseiller régional d'Île-de-France Crédits photo :Abd Rabbo Ammar/ ABACA

L'emploi de la notion de guerre de civilisation par Manuel Valls sur Europe 1, ce dimanche, fait craindre au secrétaire national du PS qu'elle encourage une division encore accrue de la société française.

Son retour sur le devant de la scène politique au PS après une longue traversée du désert n'a pas amené Julien Dray à garder sa langue dans sa poche. Invité ce dimanche de BFM Politique, il a dénoncé avec virulence les propos tenus par Manuel Valls sur Europe 1 au sujet de «la guerre de civilisation» qui oppose la France et les organisations terroristes? «Je suis là pour appeler chacun au travail qu'il doit mener au niveau de responsabilités où il est», prévient Julien Dray, qui accuse le premier ministre d'empêcher, par ses «amalgames», l'union du pays contre le terrorisme.

«Il faut éviter la peur. Parce que chacun va assimiler son voisin à un djihadiste présumé, chacun va assimiler toute une communauté à une menace. Le moment aujourd'hui, implique de savoir raison garder. Parce que les premières victimes du djihadisme, ce sont d'abord les communautés musulmanes dans différents pays», plaide d'abord l'ancien élu. Dans le collimateur de l'ex-député: l'emploi par Manuel Valls d'expressions à ses yeux inexacts et excessives comme «islamo-fascisme» et «guerre de civilisation». «C'est le plus grave des dangers. "Mal nommer les choses c'est ajouter au malheur du monde", disait Camus», cite Julien Dray.

«L'utilisation des mots n'est pas neutre, l'utilisation des images n'est pas neutre», s'insurge-t-il. Et le socialiste de revenir sur la notion de «guerre de civilisation»: «Mais que l'on m'explique quelles sont les civilisations qui sont en guerre? J'ai un doute parce que je ne crois pas que la civilisation arabo-musulmane soit un risque pour la civilisation chrétienne (...) Je fais attention de ne pas tomber dans les amalgames. Pour combattre le salafisme, j'ai besoin des musulmans, et de toute la communauté française rassemblée», souligne-t-il. «Il y a des raccourcis idéologiques auxquels il faut faire attention», selon lui, au risque de ne pas parvenir à unir la société dans le combat contre le terrorisme.

Éviter les raccourcis historiques

Et Julien Dray n'hésite pas à enfoncer le clou en revenant sur une autre expression de Manuel Valls, employée au lendemain des attentats de

janvier, et qu'il juge tout aussi malheureuse. «C'est comme ceux qui parlent d'islamo-fascisme, c'est une erreur, et je l'ai dit au premier ministre. On pense que parce qu'on utilise le mot fascisme on va percuter l'opinion. Mais l'islam et le fascisme ce n'est pas la même chose», fustige le conseiller régional d'Île-de-France. L'occasion pour le sexagénaire de donner une leçon d'histoire: «L'expérience est utile et les années servent à ne pas recommencer les mêmes erreurs», explique Julien Dray. «En mai 1968, nous avons crié CRS = SS. Au regard de ceux qui avaient combattu le nazisme c'était une erreur», relève-t-il pour illustrer son propos. «J'appelle à ne pas sur-rajouter des termes parce que l'on pense que les raccourcis historiques ça va aller plus vite», conclut-il estimant que «ça contamine donc c'est dangereux».

Cette position très critique de Julien Dray contraste avec celle exprimée par son patron, le premier secrétaire du PS, Jean-Christophe Cambadélis. «Manuel Valls a raison: les fanatiques islamistes veulent la guerre de civilisations. Nous voulons la coexistence pacifique des civilisations», expliquait-il un peu plus tôt sur Twitter. D'autres, à la gauche du PS notamment, ne cachent pas se dimanche leur désarroi après la sortie du premier ministre. «Manuel Valls, plutôt que d'assumer une guerre de civilisation qui mène au désastre, je t'invite à méditer avec raison...», a lancé le député PS Pouria Amirshahi. Même son de cloche du côté de pascal Cherki qui regrette de voir le chef du gouvernement emprunter le vocabulaire de George W. Bush.



LAPRESSEENREVUE.EU

Charles Pasqua est mort



L'ancien ministre de l'Intérieur Charles Pasqua est mort, a-t-on appris lundi. Il avait 88 ans. "C'était un personnage truculent, avec son accent, qui faisait sourire et disait souvent des choses de bon sens. C'était un militant, gaulliste de coeur, proche des gens. Il se donnait souvent des airs méchants, plus qu'il l'était en réalité", a réagi l'ancienne ministre de la Défense Michèle Alliot-Marie sur BFMTV.

Résistant, gaulliste, Charles Pasqua commence sa carrière politique en s'établissant dans les Hauts-de-Seine, dont il devient sénateur en 1977. Homme de réseau, il s'engage dans la campagne de Jacques Chirac en 1981 puis entre au gouvernement en tant que ministre de l'Intérieur, lorsque ce dernier devient Premier ministre de François Mitterrand en 1986. De 1993 à 1995, il est à nouveau ministre de l'Intérieur, cette fois du gouvernement Balladur.

Par La rédaction

bfmtv.com

A Suivre...
La Presse en Revue

